

> Analyses et témoignages > Moyen-Orient > Une population syrienne en détresse... à qui la faute ?

Une population syrienne en détresse... à qui la faute ?

NICOLA NASSER

✉ envoyer par mail | **Share** 10

25 décembre 2013

Article en PDF: 

Contrairement à ce que prétend le baratin médiatique répandu par des bailleurs de fonds occidentaux au service de la rébellion armée en Syrie, l'essentiel de la responsabilité de la crise humanitaire majeure dans la région, revient à la rébellion elle-même...



Provoquer une crise humanitaire en Syrie (réelle ou artificielle), et tenir le gouvernement syrien pour responsable de la situation tout en utilisant la crise pour justifier une intervention militaire en prétextant de la résolution de l'ONU de 2005 « Responsabilité de protéger », tel a été, depuis le tout début du conflit syrien, le but de la coalition des « Amis de la Syrie », emmenés par les USA.

Une intervention militaire est actuellement exclue mais, ce que la chroniqueuse du journal « The Inquirer » décrivait dans l'édition du 29 novembre dernier comme « la plus importante crise humanitaire de la décennie », a été fabriquée de toutes pièces. Cette crise « s'aggrave et aucune solution n'est en vue », d'après la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) lors de sa conférence de novembre 2011.

Les rapports abondent (objectifs ou non, officiels comme officieux) qui mettent en cause la responsabilité du gouvernement syrien, mais celle des insurgés a été tuée trop longtemps et ce n'est que récemment qu'elle est examinée de plus près par médias par les organisations de défense des droits de l'homme.

La militarisation précoce des manifestants civils en Syrie a avorté tout espoir d'un changement pacifique, déjà trop tardif, et est à l'origine de la plus grande crise humanitaire au monde actuellement.

L'armement du conflit a ouvert les portes de la Syrie à l'ingérence militaire, politique et à celle du renseignement étranger, transformant un conflit riches/pauvres, en conflit régional et international.

Plus important, spontanément et à contre cœur bien qu'en toute connaissance de cause, les soi-disant « Amis de la Syrie » ont aussi ouvert les portes du pays à d'autres branches de Al-Qaeda, autant de forces additionnelles soutenant le « changement de régime ». En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, ces derniers, détournent le commandement de la branche armée marginale de l'insurrection locale pour en faire la force armée dominante, échappant au contrôle des intervenants régionaux et à celui des forces internationales qui avaient pourtant financé, armé et logistiquement facilité leur infiltration en Syrie.

La responsabilité des « Amis de la Syrie », Arabes et non Arabes confondus, dans le processus de militarisation et la crise humanitaire qui s'en est suivie a été mise en évidence tant par l'appel à ne pas désarmer, lancé par l'ex secrétaire d'Etat auprès de l'ONU, Hillary Clinton, aux rebelles syriens que par l'opposition turque, saoudienne et qatari à une solution politique lors de la prochaine conférence à Montreux le 22 janvier 2014.

Quand, en décembre dernier, les Etats-Unis ont ajouté Al Nosra à leur liste d'organisations terroristes emmenée par Al Qaïda, dans le but de faire pencher la balance en faveur de ce que la terminologie des Etats-Unis appelle « les modérés » d'entre les terroristes en Syrie, c'était une mesure prise trop tard.

Cette mesure des Etats-Unis n'a été que le signal de départ donné à une autre guerre au sein

de la guerre syrienne et lancée, cette fois, par l'Etat Islamique d'Irak et du Levant contre tous les autres membres de l'insurrection, y compris le Front Al Nosra, avec pour résultat, une exacerbation de la crise humanitaire syrienne pour laquelle les partenaires et « amis » américains ne peuvent être blanchis de toute responsabilité et devraient être tenus pour responsables.

La responsabilité de la rébellion, politiquement sponsorisée, financée, armée et logistiquement facilitée par eux, se développe actuellement, mettant à nu le fait que c'est la militarisation de l'ex et légitime manifestation pacifique qui est à l'origine de la plus vaste crise humanitaire au monde aujourd'hui à cause des tactiques militaires utilisées par les insurgés.

Ces tactiques incluent :

- le pilonnage au mortier de zones à forte densité de population civile, sous le contrôle du gouvernement,
- la prise pour cible d'infrastructures de services publics et pourvoyeurs d'énergie (pétrole, gaz), hôpitaux et universités,
- la saisie d'entrepôts de stockage de réserves d'alimentation de base,
- la saisie et le démantèlement d'usines tant publiques que privées, minoteries, boulangeries,
- l'interruption ou la coupure du trafic auto-routier,
- assassinats, les tueries et décapitations extra-judiciaires,
- les attentats suicide dans les centres urbains,
- le ciblage et le siège de minorités, incluant la destruction et la profanation de tout vestige historique ou religieux,
- l'inondation de la Syrie par des dizaines de milliers de mercenaires combattants étrangers obsédés par les dérives étranges des interprétations que Al Qaeda fait de l'Islam. En outre, ils rivalisent de violence pour l'obtention des postes de leadership et de palmes dans le palmarès des exploits de guerre parce qu'ils sont contrôlés par des services de renseignement étrangers, eux même en compétition. Ils soumettent les populations qui tombent sous leur contrôle à l'ordre, aux fatwas et aux valeurs de leurs tribunaux islamiques qui pratiquent l'exclusion des femmes de la société, les réservant uniquement à l'assouvissement de leurs besoins sexuels, etc.

Bien que, exploitant le fait que leur armée régulière est déployée le long une grosse centaine de km de la ligne de cessez le feu d'avec les forces d'occupation israéliennes sur les hauteurs du Golan syrien et toujours entraînée à la guerre, leurs stratégies et tactiques militaires ont été, depuis le début, de se retrancher au sein de la population civile, l'utilisant comme bouclier humain dans les campagnes et les villages où l'armée n'est pas présente et où, même la police et les agences de sécurité n'ont qu'une présence limitée ou nulle.

Les premiers succès des insurgés furent des exploits militaires à l'encontre de paisibles populations civiles ; jamais ils ne furent le fait de combats de militaires entre eux. Il suffisait de seulement quelques rebelles pour garder n'importe quel paisible village en otage, mais il fallait une opération de l'armée pour les déloger.

Hormis pour la cité nordique de Al-Raqqah dont l'Etat Islamique d'Irak et du Levant ont voulu faire ce que le quotidien libanais Al-Akhbar définissait le 11 novembre dernier comme « la réponse syrienne à Kandahar (Afghanistan) — lieu de naissance des Talibans » depuis que les rebelles ont envahi la cité en mars dernier, l'Etat syrien maintient sa présence, et contrôle la majorité des villes importantes.

Mais l'armée officielle arabo-syrienne est sur la défensive depuis quelque 2 ans à cause de l'éruption de l'insurrection en 2011. Elle a eu besoin de ce délai pour s'adapter, s'entraîner et affecter des unités de contre-insurrection pour se battre dans des combats urbains moins conventionnels. Depuis sa victoire stratégique à Al-Quseir en juin dernier ils sont passés à l'offensive, ont rapidement gagné du terrain et, remporté quelques autres victoires.

L'insurrection porte la plus grande part de responsabilité dans la détresse des populations civiles, essentiellement durant l'intervalle « défensif » ; des vagues de réfugiés et de populations déplacées ont fui la zone contrôlée par l'insurrection pour se réfugier soit dans des villes contrôlées par le gouvernement, soit pour traverser la frontière de l'Etat voisin le plus proche. La dernière vague la plus importante de réfugiés kurdes syriens dans le nord de l'Irak n'avait rien à voir avec le gouvernement, elle était causée par des luttes intestines entre insurgés.

Le fait que l'Etat syrien et le gouvernement ont réagi plutôt qu'agit contre l'insurrection s'éclaire maintenant. Ce fait est bien expliqué par l'Observatoire Syrien pour les Droits de l'Homme, basé au Royaume-Uni et qui rapporte, le 3 décembre dernier, pouvoir témoigner de la mort de 50.927 soldats du gouvernement, contre 36.228 insurgés, incluant 6.262 combattants non-syriens.

L'infiltration par les rebelles de villes éloignées et de villages, est la raison majeure pour l'exode interne de deux millions de civils quittant leur maison aussi vite que possible, poussés par la peur des rebelles eux-mêmes et de leurs pratiques ou encore par la peur des inévitables représailles du gouvernement. Ils ont été mis à l'abri dans des refuges gouvernementaux.

Indépendamment des chrétiens et autres minorités visées par les rebelles qui se posent en défenseurs d'un Islam sunnite, la plupart des réfugiés et des déplacés sont des musulmans syriens défenseurs sunnites et plus d'un million d'entre eux sont accueillis par leurs

compatriotes alaouites dans l'ouest du pays, en réfutation du scénario du gouvernement et des médias des Etats-Unis qui évoque une guerre « civile » et « sectaire » dans la région.

Source : Nicola Nasser

Traduction : Collectif Investig'Action

>> Retrouvez sur notre shop !



Syria, la conquête continue

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés

.....
Graphisme et Développement : Platanas studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |